

Unité départementale de la Vendée
ud85.dreal-paysdelaloire@developpement-durable.gouv.fr
Réf. DREAL/UD85 : ENV – D.25.269
Réf. Préf. : Dossier n°96/0563
n°AIOT/GUN : 0006300810

La Roche sur Yon, le 07 Juillet 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/06/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CTCV CARRIERES

*La Roche Guillaume
85220 Landevieille*

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/06/2025 dans l'établissement CTCV CARRIERES implanté La Roche Guillaume 85220 Landevieille. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CTCV CARRIERES
- La Roche Guillaume 85220 Landevieille
- Code AIOT : 0006300810
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'exploitation de la carrière est autorisée par l'arrêté préfectoral n°15-DRCTAJ-1-581 du 19/11/2015 pour une durée de 20 ans. Le gisement exploité est une roche massive (gneiss/rhyolite). La production maximale autorisée est de 950 000 t/an (750 000 t/an en moyenne). Des installations de traitement de matériaux sont également présentes pour une puissance totale de 2 500 kW.

Suite à un épisode de pollution par rejet d'eau acide vers le milieu, par arrêté n°2024-DCPATE-1-97 du 29/03/2024, les prescriptions antérieures ont été complétées et un arrêté de mesures d'urgences a été signé le 22/02/2024 (n°2024-DCPATE-66).

Un arrêté complémentaire (n°2025-DCPATE-124) a été signé le 22/04/2025 suite à la réalisation du diagnostic de pollution et du plan de gestion prescrits par l'arrêté du 29/03/2024. Cet acte modifie le suivi analytique antérieurement prescrit et fixe de nouveaux suivis à réaliser (relevés d'indices biologiques, prélèvement sédiment, ...).

Contexte de l'inspection :

- Pollution

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface

Références réglementaires du contrôle :

- arrêté préfectoral complémentaire n°2024-DCPATE-1-97 du 29/03/2024,
- arrêté préfectoral complémentaire n°2025-DCPATE-124 du 22/04/2025.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Amélioration de la décantation et mise en place d'un traitement des eaux d'exhaure avant rejet	AP Complémentaire du 22/04/2025, article art. 3.1- tiret 2	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Maîtrise des écoulements superficiels	AP Complémentaire du 22/04/2025, article art. 3.1- tiret 1	Sans objet
3	Traitement calcaire des matériaux	AP Complémentaire du 22/04/2025, article art. 3.1- tiret 3	Sans objet
4	Suivi biennal des écosystèmes des zones humides	AP Complémentaire du 22/04/2025, article art. 3.3 - tiret 1	Sans objet
5	Suivi annuel de la qualité biologique de la Roche Guillaume	AP Complémentaire du 22/04/2025, article art. 3.3 - tiret 2	Sans objet
6	Campagne d'analyse sur les poissons carnassiers	AP Complémentaire du 22/04/2025, article art. 3.3 - tiret 3	Sans objet
7	Suivi bimestriel des piézomètres le long de l'Edmondière	AP Complémentaire du 22/04/2025, article art. 3.2.2-tiret 1	Sans objet
8	Suivi analytique bimestriel sur plusieurs piézomètre	AP Complémentaire du 22/04/2025, article art. 3.2.2-tiret 2	Sans objet
9	Suivi annuel des dépôts de sédiments	AP Complémentaire du 22/04/2025, article art. 3.2.2-tiret 3	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
10	Compatibilité du rejet aqueux au milieu	AP Complémentaire du 29/03/2024, article 3.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'étude de compatibilité des rejets au milieu, prescrites par l'arrêté complémentaire du 29/03/2024, a été déposée et est en cours d'instruction par l'inspection.

L'arrêté complémentaire du 22/04/2025 a modifié le suivi analytique antérieur et a prescrit de nouveaux suivis. Ces suivis ont été réalisés conformément aux délais imposés ou sont en cours de réalisation (délai non échu).

Une action corrective est attendue de la part de l'exploitant pour la formalisation de la procédure de traitement des eaux avant rejet.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Maîtrise des écoulements superficiels

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 22/04/2025, article art. 3.1- tiret 1
Thème(s) : Risques chroniques, eau
Prescription contrôlée : L'exploitant procède aux travaux suivants proposés dans son plan de gestion et sa restitution du 18 décembre 2024 en sous préfecture des Sables d'Olonne : - La maîtrise des écoulements superficiels par la création ou l'approfondissement de fossé le long de l'Edmondière pour le 30 juin 2025 , [...]
Constats : Il a été constaté la mise en place de fossés le long de l'Edmondière sur les plateformes Est et Ouest. L'exploitant respecte cette prescription.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Amélioration de la décantation et mise en place d'un traitement des eaux d'exhaure avant rejet

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 22/04/2025, article art. 3.1- tiret 2
Thème(s) : Risques chroniques, eau
Prescription contrôlée : L'exploitant procède aux travaux suivants proposés dans son plan de gestion et sa restitution du 18 décembre 2024 en sous préfecture des Sables d'Olonne : - [...] - L'amélioration de la décantation du site pour le 30 juin 2025 et la mise en place d'une solution de tamponnage des eaux d'exhaure rejetées à la Roche Guillaume, - [...]
Constats : Le curage du bassin a été réalisé la semaine précédant la visite. Une solution de tamponnage temporaire (soude) et non automatique est en place sur site. L'agent

en charge du traitement a été en mesure d'expliquer la procédure de traitement des eaux rejetées en cas de pH inférieur à 5,5. Cette procédure n'est néanmoins pas formalisée par écrit. L'exploitant indique que le dernier traitement pour un pH inférieur au seuil de rejet de 5,5 a eu lieu en mars 2025.

La solution de tamponnage a été mise en place, néanmoins il est attendu une action complémentaire de la part de l'exploitant par la mise en place d'une procédure écrite adéquate.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

- Procéder à la formalisation écrite de la procédure manuelle d'augmentation du pH.

Type de suites proposées : Avec suite

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Traitement calcaire des matériaux

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 22/04/2025, article art. 3.1- tiret 3

Thème(s) : Risques chroniques, eau

Prescription contrôlée :

L'exploitant procède aux travaux suivants proposés dans son plan de gestion et sa restitution du 18 décembre 2024 en sous préfecture des Sables d'Olonne :

- [...]

- Le traitement calcaire par malaxage systématique de tous les nouveaux matériaux susceptibles de contenir une part significative de matériau sulfuré depuis la mise en place du dispositif de chaulage.

Constats :

Le chaulage a été mis en place sur le site depuis le début 2024 et est toujours en activité.

L'exploitant respecte cette prescription.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Suivi biennal des écosystèmes des zones humides

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 22/04/2025, article art. 3.3 - tiret 1

Thème(s) : Risques chroniques, biodiversité

Prescription contrôlée :

Conformément à son plan de gestion et aux échanges lors de sa restitution du 18 décembre 2024, l'exploitant met en place :

- un suivi biennal des écosystèmes des zones humides du vallon en amont du busage et en amont de la confluence (descriptions, fonctionnalités). Ces deux zones sont identifiées sur le plan de l'annexe IV du présent arrêté. Ces suivis débutent dans les 4 mois suivants la notification du présent arrêté. Les résultats sont transmis à la DDTM et à l'inspection des installations classées.

- [...]

Constats :

Le choix du prestataire reste à formaliser (devis à établir).

Le ruisseau de l'Edmondière est actuellement à sec. En visite l'exploitant propose de déplacer cette étude à une période plus favorable à la biodiversité.

Considérant que le délai des 4 mois n'est pas encore dépassé, l'inspection considère que cette prescription est respectée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

- formaliser sous 1 mois la demande réalisée lors de la visite (avec justificatif).

Type de suites proposées : Sans suites

N° 5 : Suivi annuel de la qualité biologique de la Roche Guillaume

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 22/04/2025, article art. 3.3 - tiret 2

Thème(s) : Risques chroniques, biodiversité

Prescription contrôlée :

Conformément à son plan de gestion et aux échanges lors de sa restitution du 18 décembre 2024, l'exploitant met en place :

-[...]

- un suivi annuel de la qualité biologique de la Roche Guillaume en amont et en aval de la confluence de l'Edmondière et de la Couarde par le relevé de l'indice biologique diatomées (IBD) et de l'indice multimétrique invertébrés (I2M2). Ces zones sont localisées sur le plan de l'annexe V du présent arrêté. Ces suivis débutent dans les 4 mois suivants la notification du présent arrêté. Les résultats sont transmis à la DDTM et à l'inspection des installations classées.

- [...]

Constats :

Le devis signé avec un prestataire a été transmis à l'inspection. Le passage a été réalisé le 25/05/2025. Le rapport est prévu pour la fin d'année, un rapport intermédiaire a été demandé par l'exploitant.

L'exploitant respecte cette prescription.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

- Transmettre les résultats dans les conditions prévues par la prescription.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Campagne d'analyse sur les poissons carnassiers

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 22/04/2025, article art. 3.3 - tiret 3

Thème(s) : Risques chroniques, biodiversité

Prescription contrôlée :

Conformément à son plan de gestion et aux échanges lors de sa restitution du 18 décembre 2024, l'exploitant met en place :

-[...]

- une campagne d'analyse sur les poissons carnassiers présents dans le réseau hydrographique impacté par la pollution précitée.

Les points de prélèvements des individus sont conformes aux localisations définies avec la Fédération de Pêche à savoir :

- L'extrémité amont du Lac du Jaunay, au niveau du clapet de Guitton,
- Le lac du Jaunay, en aval de la couarde du ruisseau de La Roche Guillaume.

Les prélèvements et analyses de poissons sont pratiquées selon un protocole répondant aux prescriptions du Règlement (CE) n° 333/2007 de la Commission du 28 mars 2007 portant fixation des modes de prélèvement d'échantillons et des méthodes d'analyse pour le contrôle officiel des teneurs en plomb, en cadmium, en mercure, en étain inorganique, en 3-MCPD et en benzo(a)pyrène dans les denrées alimentaires, afin de pouvoir comparer les résultats obtenus aux teneurs maximales fixées par le RÈGLEMENT (UE) 2023/915 DE LA COMMISSION du 25 avril 2023

concernant les teneurs maximales pour certains contaminants dans les denrées alimentaires et abrogeant le règlement (CE) no 1881/2006. Ce protocole comprend notamment le nombre, la taille et les espèces de poissons qui seront prélevés pour analyse, le mode de prélèvement, les zones et la période de prélèvements et sur quelles parties des poissons sont effectuées les analyses (chair et/ou viscères).

Les paramètres analysés sont représentatifs de la pollution identifiée dans le milieu et portent à minima sur les paramètres suivants :

- Arsenic
- Chrome
- Cadmium
- Cuivre
- Manganèse
- Nickel
- Plomb
- Zinc
- Fer
- Aluminium

Les teneurs maximales en contaminants sont comparés aux valeurs fixées par le règlement susmentionné, le cas échéant l'exploitant évalue la dose journalière d'exposition (DJE).

Les résultats de cette étude sont transmis à l'ARS et l'inspection pour le **15 juin 2025**.

Constats :

Cette campagne de prélèvement et d'analyse sur les poissons carnassiers a été réalisée. Le rapport a été transmis et est en cours d'instruction.

L'exploitant respecte cette prescription.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Suivi bimestriel des piézomètres le long de l'Edmondière

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 22/04/2025, article art. 3.2.2-tiret 1

Thème(s) : Risques chroniques, Eau

Prescription contrôlée :

En plus du suivi prescrit à l'article 2 du présent arrêté, l'exploitant procède aux travaux suivants proposés dans son plan de gestion et sa restitution du 18 décembre 2024 :

- Mettre en place d'un suivi bimestriel sur tous les piézomètres présents le long de l'Edmondière concernant le niveau piézométrique, le pH, la conductivité et le potentiel Redox. Ces piézomètres sont localisés sur le plan en annexe II du présent arrêté. Ce suivi débute au premier trimestre 2025.

- [...]

Constats :

Les résultats de la première campagne de mesure du 13/05/2025 ont été transmis à l'inspection.

La campagne a été menée conformément à la prescription.

L'exploitant respecte cette prescription.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Suivi analytique bimestriel sur plusieurs piézomètres

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 22/04/2025, article art. 3.2.2-tiret 2

Thème(s) : Risques chroniques, Eau

Prescription contrôlée :

<p>En plus du suivi prescrit à l'article 2 du présent arrêté, l'exploitant procède aux travaux suivants proposés dans son plan de gestion et sa restitution du 18 décembre 2024 :</p> <p>- [...]</p> <p>- Mettre en place un suivi analytique bimestriel sur les piézomètres n° 4, 5, 7, 14 et « centre » le long de l'Edmondière, identifiés sur le plan en annexe II du présent arrêté, pour les paramètres de l'article 5.2.5.7. Ces piézomètres sont localisés sur le plan en annexe II du présent arrêté. Ce suivi débute au premier trimestre 2025.</p> <p>- [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Les résultats de la première campagne de mesure du 13/05/2025 ont été transmis à l'inspection. La campagne a été menée conformément à la prescription.</p> <p>L'exploitant respecte cette prescription.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Suivi annuel des dépôts de sédiments

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 22/04/2025, article art. 3.2.2-tiret 3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Eau</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En plus du suivi prescrit à l'article 2 du présent arrêté, l'exploitant procède aux travaux suivants proposés dans son plan de gestion et sa restitution du 18 décembre 2024 :</p> <p>- [...]</p> <p>- Mettre en place un suivi annuel des dépôts de sédiments de la couarde (métaux, sulfates). Les points de prélèvements sont identifiés sur le plan de l'annexe III du présent rapport. Cette analyse est réalisée entre mai et septembre.</p>
<p>Constats :</p> <p>Un devis signé a été transmis à l'inspection. Le prélèvement n'a pas encore été réalisé.</p> <p>L'exploitant ayant contractualisé cette campagne de mesure, et le délai pour la réaliser n'étant pas encore dépassé, l'exploitant respecte cette prescription.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 10 : Compatibilité du rejet aqueux au milieu

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 22/04/2025, article art. 3.2.2-tiret 3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Eau</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sous un délai de 14 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant doit évaluer l'incidence de ses rejets sur les composantes du milieu récepteur au regard de la Directive Cadre Eau.</p> <p>Les référentiels à utiliser sont en particulier :</p> <p>- l'arrêté ministériel du 25 janvier 2010 modifié susvisé ;</p> <p>- le guide technique du 21 novembre 2012 version 2, relatif aux modalités de prise en compte des objectifs de la Directive Cadre Eau en police de l'eau IOTA/ICPE, et notamment son annexe 4 ;</p> <p>- le guide pour l'étude d'acceptabilité du milieu pour les rejets ponctuels en macropolluants des activités économiques de décembre 2020 rédigé par l'agence de l'eau Loire-Bretagne.</p>

Cette étude présente successivement :

- Description de l'état initial du milieu et identification des autres pressions ayant un impact sur la ou les masses d'eau (IOTA/ICPE, état des milieux du SDAGE et diagnostics du SAGE),
- Définition de la zone d'étude : échelle locale, masse d'eau, réseau hydrologique élargi,
- Description du rejet et la justification du choix des paramètres retenus pour quantifier l'impact,
- Vérification de la compatibilité avec les objectifs de la Directive Cadre Eau : estimation du flux maximal total admissible par le milieu sur le périmètre de l'aire d'étude et comparaison des flux rejetés par le site, contribution du site par rapport au flux admissible par la masse d'eau, contribution du site vis-à-vis des flux cumulés ;
- Proposition d'un suivi dans le milieu récepteur.

L'aire d'étude correspond à une zone hydrogéographiquement cohérente. Elle est adaptée aux types de rejets et de pressions analysés et prend en compte le secteur ou la zone directement ou indirectement influencée par les rejets. Le choix de l'aire d'étude est justifié.

Le cas échéant, les deux cas distincts de l'étiage et des hautes eaux sont considérés notamment lors de l'inventaire des pressions et de leur impact, lors de l'estimation des différents flux et lors de la détermination des niveaux de rejet.

Les résultats de l'étude de compatibilité sont comparées aux valeurs limites d'émission de l'arrêté ministériel du 19 avril 2010 encadrant les installations relevant de la rubrique 2720.

Constats :

L'étude a été transmise le 02/06/2025 et est en cours d'instruction par l'inspection.

L'exploitant respecte cette prescription.

Type de suites proposées : Sans suite